

Sortons du gaz:

Financement public international, gaz naturel et alternatives propres pour le Sud

Greg Muttitt, Shruti Sharma, Mostafa Mostafa,
Kjell Kühne, Alex Doukas, Ivetta Gerasimchuk, et Joachim Roth

juin 2021¹

Vue d'ensemble

Ce rapport examine les financements publics internationaux en faveur de l'expansion du gaz naturel dans les pays du Sud et les choix auxquels ces pays sont confrontés pour développer leurs systèmes énergétiques tout en répondant à leurs besoins socio-économiques. Le rapport constate que :

- Les projets gaziers dans les pays à revenu faible ou intermédiaire reçoivent plus de financements publics internationaux que toute autre source d'énergie, et quatre fois plus que l'énergie éolienne ou solaire.
- Ces investissements risquent d'entraîner une nouvelle ruée vers le gaz qui enfermerait les pays dans un modèle de développement à fortes émissions de carbone, mettant ainsi en péril leur avenir économique et le climat mondial.
- Le gaz n'est pas nécessaire, puisque des alternatives fondées sur les énergies renouvelables pour la plupart de ses utilisations sont déjà moins chères ou devraient l'être d'ici quelques années.
- L'électricité renouvelable est un moyen de plus en plus compétitif et efficace pour donner accès à une cuisson propre, notamment grâce à l'amélioration de l'efficacité des foyers de cuisson et des appareils électriques.
- Les pays du Sud ont besoin d'un appui international plus important pour financer les projets axés sur l'énergie propre, y compris pour parvenir à intégrer les énergies renouvelables dans des réseaux électriques souvent faibles ou instables.

¹ Ce rapport est publié par l'Institut international du développement durable (IISD), avec le soutien du ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU), et en coordination avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Le rapport complet (seulement dans sa version en anglais) se trouve sur le site Internet de l'IISD à l'adresse suivante : <https://www.iisd.org/publications/natural-gas-finance-clean-alternatives-global-south>



La pandémie de la COVID-19 a montré à quel point un changement mondial rapide peut affecter les pays de manière profondément inéquitable, ce qui souligne l'importance de bâtir des économies résilientes et socialement justes. Alors que les ressources économiques resteront limitées dans les années à venir, il est crucial de consacrer les rares fonds publics disponibles à une reconstruction durable.

Ce rapport recommande que les financements publics internationaux cessent de soutenir les énergies fossiles, afin de se concentrer plutôt sur la création de conditions favorables pour permettre aux pays de construire des systèmes énergétiques fondés sur les énergies renouvelables.

Le financement public international entraîne une nouvelle ruée vers le gaz

Les impacts les plus importants des changements climatiques seront ressentis dans les pays du Sud, surtout par les populations les plus pauvres (Intergovernmental Panel on Climate Change [IPCC], 2014 ; Special Rapporteur Extreme Poverty and Human Rights, 2019). Les circonstances et les besoins varient considérablement dans ces pays. Mais ils ont en commun de n'être que faiblement responsables des changements climatiques et de n'avoir accès qu'à des ressources limitées pour les atténuer, par rapport aux pays plus riches. Souvent, une partie importante de leur population est en situation de pauvreté énergétique, tandis que la demande d'énergie augmente rapidement.

De plus en plus, l'industrie gazière voit son potentiel de croissance future dans le Sud. Les promoteurs du gaz appellent les gouvernements à ouvrir la voie à son expansion, notamment en Asie et en Afrique. De nouveaux exportateurs de gaz naturel liquéfié (GNL), tels que les États-Unis et l'Australie, recherchent de nouveaux marchés tandis que les sociétés gazières recherchent de nouvelles ressources à extraire et à exporter.

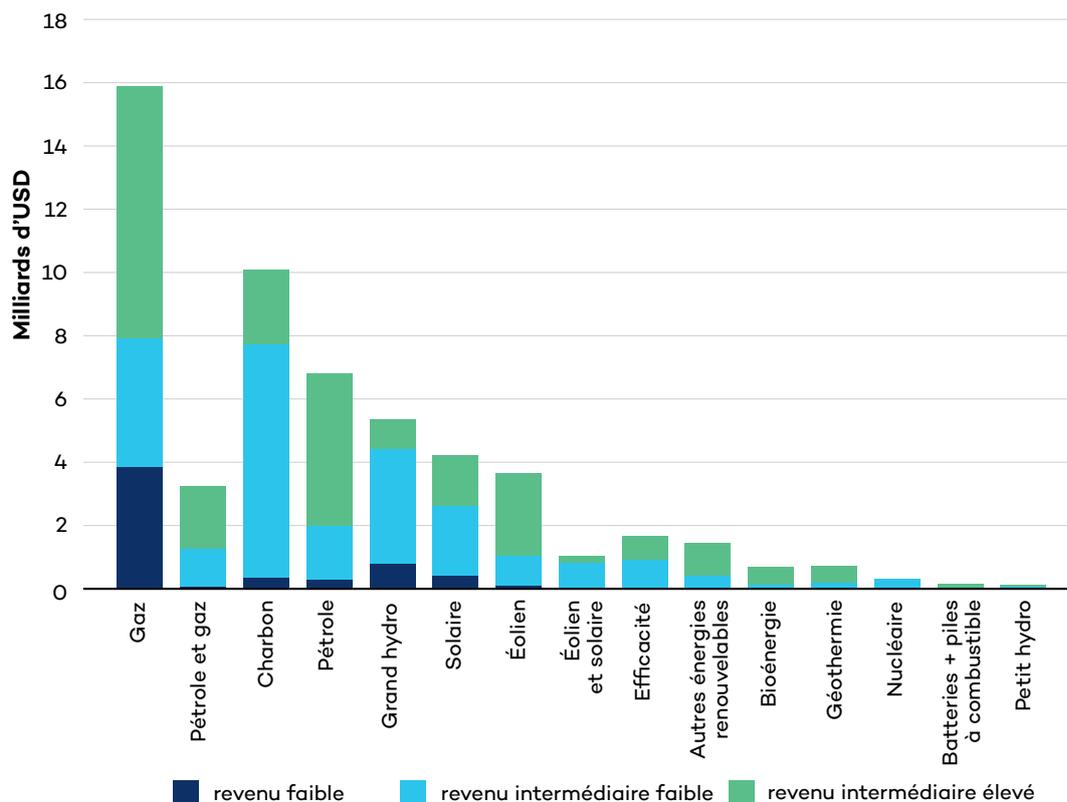
Les efforts déployés en faveur de l'expansion du gaz sont sous-tendus par le financement public international provenant des banques multilatérales de développement (BMD) et des institutions financières bilatérales du G20 comme les banques bilatérales de développement et les agences de crédit à l'exportation. Alors qu'il ne représente qu'une petite partie du financement total de l'énergie, le financement public international joue un rôle prépondérant: il débloque le financement privé en réduisant les risques liés aux projets tout en émettant des signaux qui influencent les tendances d'investissement plus larges. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE) (IEA, 2020a, p. 276), le financement public et le soutien politique en faveur du gaz dans ces économies seront un facteur essentiel pour déterminer une potentielle augmentation de la demande mondiale de gaz jusque dans les années 2030.



En se fondant sur la base de données *Shift the Subsidies* d’Oil Change International, ce rapport révèle que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire :

- Les projets gaziers ont reçu près de 16 milliards d’USD de financements publics internationaux par an en moyenne de 2017 à 2019. Ce montant est plus important que pour toute autre source d’énergie, et quatre fois plus que pour l’énergie éolienne ou solaire.
- La majeure partie de ce financement est orientée vers la production d’électricité, là où le gaz est le moins nécessaire, et vers les infrastructures de GNL fortement polluantes qui risquent d’enfermer des pans importants de l’économie dans le gaz.
- Le financement public international accordé aux énergies fossiles est plus de deux fois plus élevé que le montant consacré à l’énergie propre.
- Les données initiales relatives au financement direct des projets par les BMD montrent que celles-ci ont continué à donner la priorité au gaz pendant la pandémie de la COVID-19 : le gaz représentait plus de 75 pour cent du soutien apporté par les BMD aux énergies fossiles en 2020.

Figure ES1. Financement public international de l’énergie dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, moyenne annuelle, 2017 à 2019



Sources : Base de données Shift the Subsidies (Oil Change International, n.d.) ; World Bank, 2021.



Les investissements gaziers sont néfastes pour l'environnement et dangereux pour l'économie

Les promoteurs du gaz ont longtemps soutenu que le gaz peut servir d' « énergie de transition » jusqu'à ce que les énergies renouvelables puissent être développées à plus grande échelle. Aujourd'hui, cette idée est obsolète pour trois raisons. Premièrement, la crise climatique est désormais urgente : l'espace atmosphérique restant est si limité qu'il n'y a plus de place pour des énergies fossiles supplémentaires. Deuxièmement, étant donné que l'énergie éolienne, l'énergie solaire, le stockage d'énergie et d'autres technologies de soutien ont vu leurs coûts diminuer rapidement et peuvent être déployés à grande échelle, il n'y a plus besoin d'énergie de transition. Troisièmement, les découvertes récentes sur l'étendue des fuites de méthane provenant des infrastructures gazières remettent en cause les allégations relatives aux avantages environnementaux du gaz par rapport aux autres énergies fossiles.

De plus, maintenant que les énergies renouvelables sont devenues compétitives, le recours supplémentaire au gaz a tendance à remplacer les énergies renouvelables ainsi que le charbon (McJeon et al., 2014 ; Zhang et al., 2015). Ainsi, le gaz commence à ressembler à un mur plutôt qu'à un pont, car il empêche la transition énergétique plutôt que de la favoriser.

Dans le scénario médian de 1,5°C employé dans le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) intitulé Special Report on 1.5°C (IPCC, 2018 ; International Institute for Applied Systems Analysis & Integrated Assessment Modeling Consortium, 2018), la consommation mondiale de gaz est divisée par deux de 2020 à 2040. La plupart des scénarios envisagent une production d'électricité presque complètement décarbonée d'ici au milieu du siècle, même dans un monde à +2°C (IPCC, 2018, p. 112).

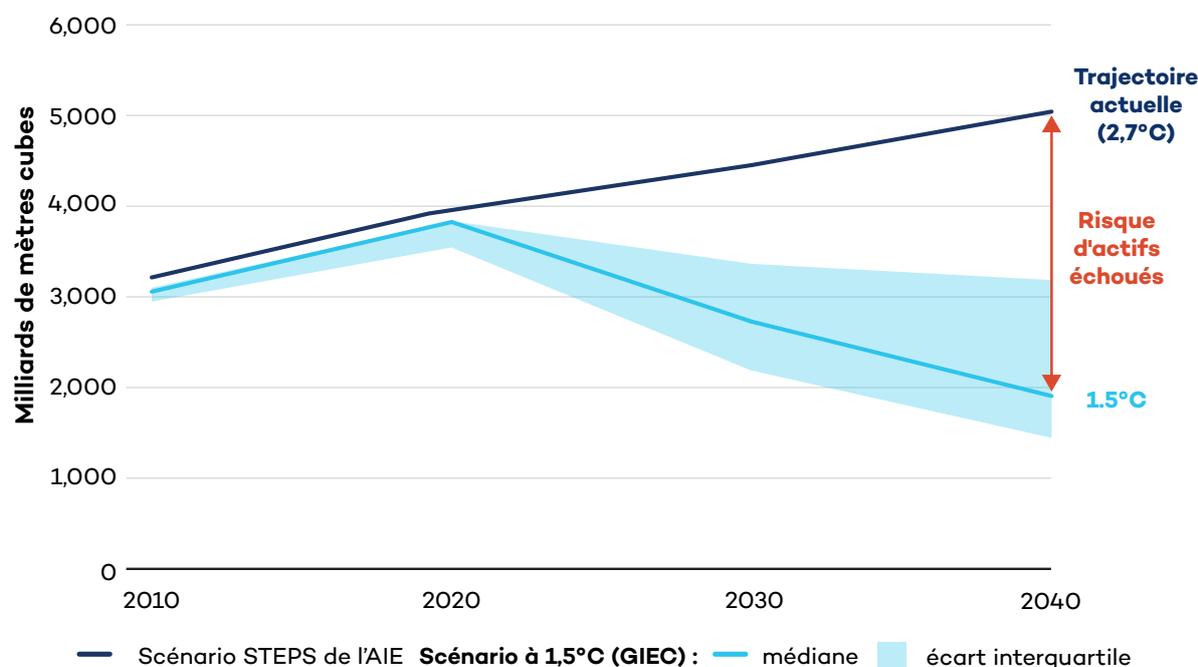
Alors que les limites climatiques entraînent une accélération de la transition énergétique mondiale, la baisse des coûts des énergies renouvelables mettra sous pression l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en gaz, créant des risques financiers pour les investissements dans les installations de production et de consommation. En même temps, les infrastructures gazières - dont la durée de vie est longue - peuvent verrouiller une économie dans une trajectoire de développement très carbonée qu'il est difficile de quitter (Friedrichs & Inderwildi, 2013). Des pays risquent ainsi d'être laissés pour compte dans la transition énergétique mondiale car ils auraient à composer avec des actifs échoués, une énergie plus chère, une dépendance à l'égard des importations et des handicaps commerciaux.

Certains pays prévoient d'augmenter leur production nationale de gaz, soit pour générer des recettes d'exportation, soit pour réduire leur dépendance vis-à-vis des importations. Néanmoins, à mesure que les marchés mondiaux de l'énergie évoluent, ces investissements paraissent de plus en plus risqués. La malédiction des ressources suggère que se précipiter dans ce développement énergétique est susceptible de conduire à la déception : si l'on ne prend pas le temps de mettre en place des institutions et des chaînes d'approvisionnement nationales, une grande partie des recettes et des emplois ira à l'étranger. Ironiquement, la production nationale de gaz peut accroître la dépendance à l'égard des importations en créant des attentes publiques et une pression politique en faveur des subventions gazières, ce qui favorise alors une consommation qui croît plus rapidement que la production (Gomes, 2020). L'exploitation rapide des ressources gazières au Mozambique montre déjà des signes d'une



« malédiction des ressources » (Frynas & Buur, 2020) marquée par une augmentation de la dette publique, une militarisation accrue et une exacerbation des violences commises par les milices.

Figure ES2. Consommation mondiale de gaz d'après les scénarios 1,5°C décrits dans le document du GIEC intitulé *Special Report on 1.5°C*, par rapport au scénario STEPS (Stated Policies) de l'Agence internationale de l'énergie



Sources : IEA, 2020a ; International Institute for Applied Systems Analysis & Integrated Assessment Modeling Consortium, 2018.

Le gaz n'est pas nécessaire, car des alternatives fondées sur les énergies renouvelables sont disponibles et abordables pour la plupart des utilisations

Les pays du Sud possèdent les plus importantes ressources éoliennes et solaires du monde, et leur exploitation crée des opportunités de développement sans dépendre de la volatilité des marchés internationaux.

Pour la plupart des utilisations actuelles du gaz, des technologies alternatives sont déjà moins chères que le gaz ou devraient devenir moins chères d'ici quelques années (Figure ES2). Souvent, les décisions les moins coûteuses sont celles qui réduisent les besoins énergétiques, comme par exemple les normes d'efficacité énergétique, l'isolation ou la planification urbaine. Pour la minorité des utilisations du gaz pour lesquelles des alternatives propres ne sont pas encore disponibles ou abordables — comme dans l'industrie lourde — un développement technologique rapide est en cours, et une commercialisation devrait avoir lieu d'ici le début des années 2030.



Pour la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, l'énergie éolienne et l'énergie solaire produisent désormais de l'électricité à un coût inférieur à celui du gaz (BloombergNEF, 2020a). De plus, les coûts des batteries baissent rapidement et dans certains pays, le coût combiné de l'énergie éolienne ou solaire avec les batteries est inférieur à celui des centrales à gaz de pointe (BloombergNEF 2020a, 2020b). Les pays tropicaux disposent d'un atout de taille, car leur ensoleillement plus régulier tout au long de l'année favorise nettement le couplage de l'énergie solaire avec les batteries, ce qui réduit le besoin de stockage à long terme. Aux faibles niveaux de pénétration actuellement observés dans la plupart des pays du Sud, les besoins de gestion du réseau pour intégrer les énergies renouvelables sont modestes et peu coûteux. Les approches déjà éprouvées seront suffisantes jusqu'à ce que la pénétration augmente, moment auquel les coûts de stockage auront encore baissé.

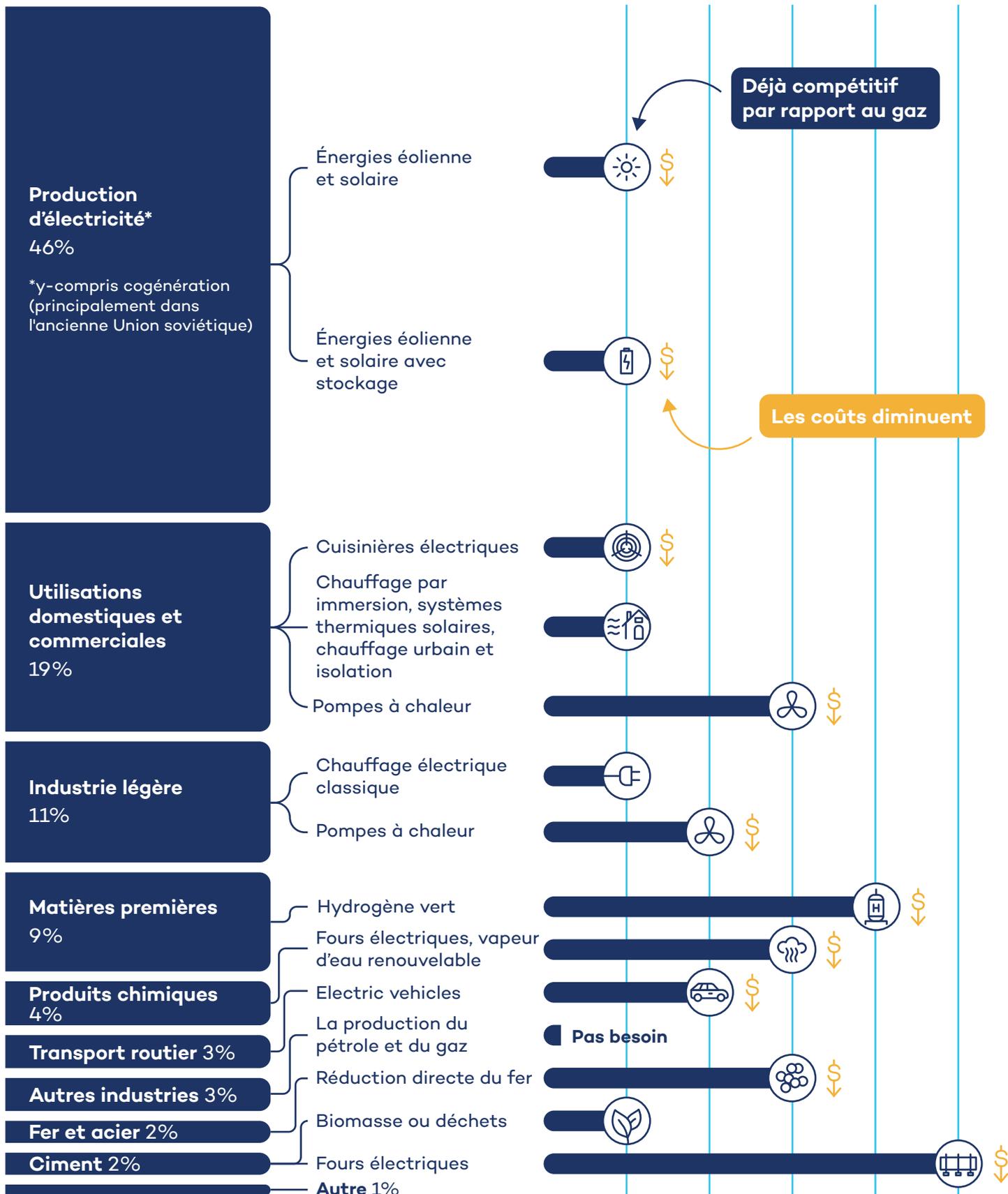
Le gaz est une mauvaise solution au problème d'accès à l'énergie. Sur les 800 millions de personnes dans le monde qui manquent d'électricité, 85 pour cent vivent dans des zones rurales (IEA et al., 2020, p. 4), où les énergies renouvelables décentralisées sont, dans la plupart des cas, mieux à même de fournir une électrification à moindre coût. Pour fournir des combustibles de cuisson non polluants aux 3 milliards de personnes qui dépendent de la biomasse solide dangereuse, les programmes coûteux visant à étendre les raccordements de gaz naturel aux consommateurs seront confrontés à la concurrence des solutions électriques, en raison de la réduction du coût des énergies renouvelables et de l'amélioration de l'efficacité des foyers et appareils de cuisson électriques (Couture & Jacobs, 2019).

Dès lors que des alternatives durables deviennent moins chères et plus faciles à mettre en œuvre, et puisqu'elles correspondent mieux aux besoins de développement, il n'y a guère de justification pour que les institutions publiques financières internationales continuent à soutenir le gaz à grande échelle dans le Sud.



Figure ES3. Situation des alternatives au gaz

Les pourcentages représentent la part des usages du gaz dans les pays à revenus faibles et intermédiaires



Sources : Voir Section 4 du [rapport complet](#).



Le financement public international peut permettre aux pays du Sud de surmonter les obstacles liés à la transition énergétique

Le financement public international peut jouer un rôle essentiel pour surmonter trois obstacles souvent rencontrés par les pays du Sud lorsqu'il s'agit de construire des systèmes fondés sur les énergies renouvelables. Le premier obstacle consiste à obtenir des financements lorsque les investisseurs privés perçoivent des risques élevés et des rendements faibles. Le deuxième est d'accéder à des technologies dont les brevets et la capacité de fabrication sont détenus à l'étranger et d'en tirer bénéfice. Le troisième consiste à intégrer les énergies renouvelables dans des réseaux qui souffrent de pannes provoquées par des infrastructures mal entretenues, une gestion inefficace du réseau et des services publics financièrement faibles.

Ce rapport affirme que, s'il est bien ciblé, le soutien public peut débloquent l'avenir de l'énergie propre au lieu d'appuyer les grandes industries déjà en place. Le rapport recommande que les institutions internationales de financement public :

- Mettent fin à tout soutien, direct ou indirect, en faveur de l'exploration et de la production gazières, ainsi qu'aux nouvelles centrales à gaz et autres infrastructures gazières à longue durée de vie, telles que les gazoducs et les terminaux de GNL.
- Réorientent et intensifient considérablement le financement des énergies propres afin de permettre aux pays de réussir la transition du gaz vers d'autres formes d'énergie (ou de contourner le gaz) en :
 - Investissant dans les technologies et institutions qui facilitent l'intégration aux réseaux d'énergie renouvelable variable
 - Permettant le transfert de technologie afin de contribuer au développement technologique et industriel au niveau local
 - Diminuant les risques des investissements privés en faveur des énergies renouvelables tout en apportant un financement concessionnel là où les besoins sont les plus importants
 - Appuyant l'accès universel à l'électricité et à la cuisson propres, conformément à l'Objectif de développement durable 7, y compris les énergies renouvelables hors réseau dans les régions où l'accès est le plus faible
 - Garantissant le consentement libre, préalable et éclairé des communautés touchées pour l'ensemble des projets liés à l'énergie propre.
- Accordent la priorité aux pays les plus pauvres qui sont confrontés aux plus grands défis dans le développement des systèmes d'énergie renouvelable, notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires.
- Fournissent un soutien pour permettre une transition juste pour les travailleurs et les communautés affectés.



Le rapport recommande que les gouvernements du Sud :

- Planifient des stratégies de développement énergétique et climatique fondées principalement sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'électrification, et alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris.
- Évitent de construire de nouvelles infrastructures qui enferment leur économie dans le gaz ou dans d'autres énergies fossiles.
- Acquièrent de l'expérience et des compétences dans la gestion des énergies renouvelables variables du réseau et dans le déploiement des technologies non fossiles dans l'industrie, les bâtiments et les transports.
- Cessent l'émission de nouvelles licences d'exploration et d'extraction du pétrole et du gaz.
- Mettent en œuvre des politiques qui permettent une transition juste pour les travailleurs et les communautés qui dépendent actuellement de la production et de la consommation du gaz.



Encadré ES1. L'Argentine, l'Égypte et l'Inde : Illustration des défis rencontrés par les économies émergentes

Ce rapport examine l'avenir du gaz dans trois pays grâce à des entretiens menés avec des responsables gouvernementaux, des parties prenantes et des chercheurs ainsi qu'à une recherche documentaire. Nous nous penchons sur trois grandes économies émergentes car ce sont de tels pays qui auront le plus grand impact sur la demande mondiale de gaz.

Aujourd'hui, l'Argentine dépend fortement de la consommation du gaz et reste piégée entre des subventions élevées et des dettes. Auparavant, lorsque l'Argentine était un exportateur de gaz, des réserves abondantes ont créé une pression publique en faveur des subventions, entraînant par conséquent une augmentation rapide de la consommation de gaz qui dépasse désormais une production en baisse (Gomes, 2020). Bien que l'énergie renouvelable coûte moins cher sur l'ensemble de son cycle de vie (Secretaría de Energía, 2019, p.19), les dépenses en immobilisations initiales plus élevées se sont révélées prohibitives, notamment en raison de conditions d'emprunt défavorables. Le gouvernement a plutôt misé sur l'extraction non conventionnelle du gaz, en offrant des subventions à la production pour surmonter la rentabilité défavorable de cette ressource.

L'Égypte dispose d'un plan ambitieux pour augmenter la part de production des énergies renouvelables, mais son élaboration a été suspendue afin de donner la priorité au gaz. Le pays a pour ambition de devenir une plaque tournante du commerce du gaz, mettant en commun sa propre production avec celle des pays voisins pour l'exportation vers l'Europe. Cette stratégie dépend cependant de la demande européenne de gaz, qui risque de ne pas être maintenue à mesure que l'action climatique augmente. Le soutien à la consommation intérieure de gaz est motivé par des craintes de dépendance vis-à-vis des importations de pétrole. L'Égypte offre des mécanismes incitatifs en faveur de la conversion des véhicules à l'alimentation au gaz, mais elle cherche maintenant également à développer la fabrication et l'utilisation des véhicules électriques, ce qui crée un risque de redondance avec l'existence parallèle d'infrastructures de charge et de ravitaillement en gaz.

L'Inde est un importateur de gaz à croissance rapide. Compte tenu des coûts élevés du gaz importé, plus de la moitié de la capacité installée de production d'électricité à partir du gaz est inexploitée et les énergies renouvelables sont désormais le principal concurrent du charbon dans la production d'électricité (Ministry of Power, 2021). En même temps, de nouvelles infrastructures d'importation et de distribution sont en cours de construction, créant une menace d'une deuxième phase de redondance à mesure que la situation économique de l'énergie se transforme. La plus grande utilisation du gaz se situe dans le secteur industriel (IEA, 2020b), avec la production d'engrais. Elle dispose de peu d'alternatives en termes de matières premières en attendant que l'hydrogène vert devienne compétitif ou que l'utilisation des engrais diminue grâce à des modifications de l'utilisation des terres ou à d'autres pratiques. Entre temps, l'Inde reste vulnérable face aux coûts des importations de gaz. Tout comme celui de l'Égypte, le gouvernement encourage une utilisation accrue du gaz naturel comprimé et des véhicules électriques, en construisant deux ensembles parallèles d'infrastructures pour le ravitaillement en carburant et la recharge.



Références

BloombergNEF. (2020a). *New energy outlook 2020: Executive summary*. <https://about.bnef.com/new-energy-outlook/>

BloombergNEF. (2020b, le 28 avril). *Scale-up of solar and wind puts existing coal, gas at risk*. <https://about.bnef.com/blog/scale-up-of-solar-and-wind-puts-existing-coal-gas-at-risk/>

Couture, T. D. & Jacobs, D. (2019). *Beyond fire: How to achieve electric cooking*. World Future Council. May. https://www.worldfuturecouncil.org/wp-content/uploads/2016/10/WFC_BeyondFire_web-version.pdf

Friedrichs, J. & Inderwildi, O. R. (2013). The carbon curse: Are fuel rich countries doomed to high CO₂ intensities? *Energy Policy*, 62, 1356–1365. [Http://doi.org/10.1016/j.enpol.2013.07.076](http://doi.org/10.1016/j.enpol.2013.07.076)

Frynas, J. G., & Buur, L. (2020). The presource curse in Africa: Economic and political effects of anticipating natural resource revenues. *The Extractive Industries and Society*. 7(4). 1257–1270. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2020.05.014>

Gomes, I. (2020, août). *The dilemma of gas importing and exporting countries (NG 161)*. Oxford Institute for Energy Studies. <https://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2020/08/The-dilemma-of-gas-importing-and-exporting-countries-NG-161.pdf>

International Institute for Applied Systems Analysis & Integrated Assessment Modeling Consortium. (2018). *1.5°C Scenario Explorer hosted by IIASA*. <https://data.ene.iiasa.ac.at/iamc-1.5c-explorer>

International Energy Agency (IEA). (2020a). *World energy outlook 2020*.

IEA (2020b). *World Energy Balances 2020*. Paris: International Energy Agency.

International Energy Agency, International Renewable Energy Agency, United Nations Statistics Division, World Bank, & World Health Organization. (2020). *Tracking SDG 7: The energy progress report*. World Bank. <https://trackingsdg7.esmap.org/>

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2014). Summary for policymakers. In *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. [Field, C.B., V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea, and L.L. White (eds.)]. Cambridge University Press. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ar5_wgII_spm_en.pdf

Intergovernmental Panel on Climate Change. (2018). *Global warming of 1.5°C*. <https://www.ipcc.ch/sr15/>



McJeon, H., Edmonds, J., Bauer, N., Clarke, L., Fisher, B., Flannery, B. P., Hilaire, J., Krey, V., Marangoni, G., Mi, R., Riahi, K., Rogner, H., & Tavoni, M. (2014). Limited impact on decadal-scale climate change from increased use of natural gas. *Nature*, 514 (7523). 482–485. <http://doi.org/10.1038/nature13837>

Ministry of Power (2021). *Power Sector at a Glance ALL INDIA*. <https://powermin.nic.in/en/content/power-sector-glance-all-india>

Oil Change International. (n.d.). *Shift the Subsidies database: Public finance still funding fossils*. <http://priceofoil.org/shift-the-subsidies/>

Secretaría de Energía (2019). *Argentina: Evolución de subsidios, oferta y demanda de energía 2015-2019*. Gas, electricidad y petróleo. Secretaría de Gobierno de Energía. http://www.energia.gob.ar/contenidos/archivos/Reorganizacion/sintesis_balance/2019-11-20_SE_Subsidios_oferta_y_demanda_de_energia_Argentina_2015-2019_dist.pdf

Special Rapporteur on Extreme Poverty and Human Rights. (2019, le 25 juin). *Climate change and poverty* (A/HRC/41/39). Human Rights Council Forty-first session. 25 June. https://srpovertyorg.files.wordpress.com/2019/06/unsr-poverty-climate-change-a_hrc_41_39.pdf

World Bank. (2021). *World Bank country and lending groups*. <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>

Zhang, X., Myhrvold, N.P., Hausfather, Z., & Caldeira, K. (2016). Climate benefits of natural gas as a bridge fuel and potential delay of near-zero energy systems. *Applied Energy*, 167, 317–322. <http://dx.doi.org/10.1016/j.apenergy.2015.10.016>

©2021 The International Institute for Sustainable Development
Publié par l'Institut international du développement durable.

L'INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Institut international du développement durable (IISD) est un laboratoire d'idées indépendant et primé qui vise à accélérer le développement de solutions pour parvenir à un climat stable, à la gestion durable des ressources et à des économies équitables. Nos travaux inspirent de meilleures décisions et suscitent la prise de mesures concrètes pour aider les gens et la planète à prospérer. Nous mettons en lumière ce qui peut être réalisé grâce à la collaboration entre les gouvernements, les entreprises, les organismes sans but lucratif et les communautés. Le personnel de l'IISD fort de plus de 120 membres, et ses quelque 150 associé(e)s et consultant(e)s viennent du monde entier et leur formation couvre maintes disciplines. Avec des bureaux à Winnipeg, Genève, Ottawa et Toronto, notre travail touche des vies dans près de 100 pays.

L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base de la province du Manitoba. En outre, des fonds de projets lui sont accordés par divers gouvernements, tant au Canada qu'à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations, le secteur privé et des particuliers.

Siège

111 Lombard Avenue, Suite 325
Winnipeg, Manitoba
Canada R3B 0T4

Tel: +1 (204) 958-7700

Website: www.iisd.org

Twitter: @IISD_news



iisd.org